



Grand angle : “ Bringing the interest groups back in ”. Le néo-institutionnalisme américain à la croisée des chemins ?

Ulrike Lepont

► To cite this version:

Ulrike Lepont. Grand angle : “ Bringing the interest groups back in ”. Le néo-institutionnalisme américain à la croisée des chemins ?. Gouvernement & action publique, 2012, 1 (4), pp.151-159. <10.3917/gap.124.0151>. <hal-01425593>

HAL Id: hal-01425593

<https://sciencespo.hal.science/hal-01425593v1>

Submitted on 9 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

GRAND ANGLE

« Bringing the interest groups back in » Le néo-institutionnalisme américain à la croisée des chemins ?

Jacob S. Hacker et Paul Pierson (2010)

Winner-Take-All Politics: How Washington Made the Rich Richer and Turned its Back on the Middle Class

New York (N.Y.), Simon & Schuster

Le dernier livre de Jacob Hacker et Paul Pierson, *Winner-Take-All Politics*, publié en 2010, a surpris la communauté scientifique habituée aux précédentes contributions des deux éminents auteurs. La première source d'étonnement a été le caractère politiquement engagé de ce livre explicitement destiné à un public élargi dépassant la seule communauté scientifique. Ceci surprend de la part de deux figures de proue du courant néo-institutionnalisme américain, aux publications habituellement très académiques, et internationalement reconnues pour leur apport théorique au courant. La seconde source d'étonnement, et pas la moindre, est venue du type d'explication proposé dans cet ouvrage, et de la distance – voire de la rupture – prise avec les variables classiques du néo-institutionnalisme. En effet, le changement de politique est beaucoup moins analysé ici à l'aune des contraintes

institutionnelles de long terme que de contraintes politiques à plus court terme, en particulier l'influence des groupes d'intérêt sur les partis et les hommes politiques¹.

Pour ces différentes raisons, et aussi sans doute du fait du succès que l'ouvrage a rencontré auprès du grand public, ce livre a suscité un vif débat dans la communauté américaine dont la présente recension tentera de rendre compte². Après avoir présenté la thèse de l'ouvrage, ses apports et ses limites, nous nous pencherons sur ce qui peut être considéré dans le contexte actuel comme une prise de position vis-à-vis d'une part de l'avenir du néo-institutionnalisme et d'autre part du rôle que voudrait ou pas s'assigner la science politique dans le débat public aux États-Unis, à un moment où de plus en plus de voix s'inquiètent publiquement d'un dysfonctionnement de la démocratie américaine.

Thèse et arguments de l'ouvrage

Winner-Take-All Politics entend expliquer ce que les analyses de Thomas Piketty et Emmanuel Saez ont, apparemment mieux qu'aucune autre étude auparavant,

1. Cette réorientation avait en réalité été déjà amorcée en 2005 dans un précédent ouvrage au retentissement moindre, qui avait marqué la première collaboration des deux auteurs. Cf. J. Hacker, P. Pierson (2005), *Off Center: The Republican Revolution and the Erosion of American Democracy*, New Haven (Conn.), Yale University Press.

2. Voir en particulier le numéro spécial de *Politics and Society* [2010, 38 (2)] ainsi que les commentaires dans *Perspectives on Politics* [2011, 9 (3)].

montré : l'accroissement considérable des inégalités en faveur d'une extrême minorité d'individus depuis les années 1970 aux États-Unis³. La thèse centrale est que ce phénomène s'explique non pas par des contraintes économiques autonomes s'imposant à l'État, mais de choix politiques faits par les représentants de la nation à Washington, sous influence directe des groupes d'intérêts économiques. L'analyse donne ainsi une place centrale aux « organisations », considérées comme la base des rapports de pouvoir – et donc de la politique – dans une démocratie représentative.

L'influence croissante des groupes d'intérêts économiques sur les partis et les hommes politiques depuis les années 1970 est selon les auteurs d'abord le fait d'une dépendance financière accrue, bien mise en évidence dans l'ouvrage. Selon eux, celle-ci s'explique principalement des trois facteurs suivants. 1) L'organisation des groupes d'intérêt économiques eux-mêmes qui, à partir du début des années 1970, se regroupent en plus grandes entités et adoptent des stratégies plus agressives. Les levées de fonds deviennent de plus en plus importantes, beaucoup plus d'argent est distribué pour les campagnes politiques et du personnel est embauché pour faire davantage de *lobbying* quotidien au Congrès. 2) Le déclin des syndicats qui perdent peu à peu des adhérents et disposent de moins de ressources pour financer les partis politiques. Or, ceux-ci sont considérés par les auteurs comme les seuls contrepoids capables de représenter les intérêts économiques des « classes moyennes » (*middle class*). 3) Les évolutions des campagnes politiques, qui

deviennent de plus en plus onéreuses. Ceci est lié notamment à l'importance croissante de la bataille médiatique et de l'individualisation des campagnes qui en découle : il faut créer une image à un candidat, ce qui repose plus sur l'arsenal médiatique et moins sur les moyens traditionnels de mobilisation de l'opinion, comme l'activisme des militants. C'est dans cette optique que les partis se sont restructurés depuis les années 1970 et ont développé des stratégies pour accroître leurs financements.

Dans ce processus, toujours selon les auteurs, le parti républicain a été initiateur de l'instauration des liens de dépendance avec les groupes d'intérêts économiques. Il en a été longtemps le principal bénéficiaire, cumulant deux à trois fois plus d'argent issu des groupes d'intérêts économiques que les démocrates. Cependant, ces derniers ont eux aussi activement participé au processus – essentiellement à partir des années 1980 –, recherchant des sources de financement alternatives aux syndicats sur le déclin. En 2006, quand le vent tourne à Washington, les démocrates deviennent même pour la première fois les premiers bénéficiaires des groupes d'intérêts économiques.

Les auteurs s'attachent enfin à montrer les effets concrets de cette dépendance sur les décisions prises et les politiques publiques. Ils analysent des cas précis de réformes, ou de tentatives de réformes, en lien direct avec la question de la répartition des richesses, comme les réformes fiscales de 1978, 1981 et 2001, la réforme concernant la représentation des travailleurs et les syndicats de 1978, la réforme de régulation du secteur financier de 2010, et les

3. Voir par exemple : T. Piketty, E. Saez, T. Atkinson (2011), « Top Incomes in the Long Run of History », *Journal of Economic Literature*, 49 (1), p. 3-71. La part des revenus détenue par les 1 % les plus riches est passée de 8 à 18 % entre 1974 et 2007 et celle des 0,1 % les plus riches de 2,7 à 12,3 %.

réformes du système d'assurance santé de 1993 et 2010.

Les deux auteurs insistent sur le fait que cette évolution a été le fait à la fois de réformes et de « non-réformes », ce que les auteurs appellent la « dérive » (*drift*). Or cette dérive, comme par exemple le fait de ne pas réévaluer le salaire minimum en période d'inflation ou de ne pas adapter le droit syndical à l'évolution des entreprises, a été favorisée par deux éléments qui se sont renforcés au cours de la période : la structure institutionnelle du système politique américain qui favorise les points de veto et la polarisation partisane⁴ qui renforce la difficulté à surmonter les points de veto. Le cas du *filibuster* qui oblige une majorité de 60 % pour le vote des réformes au Sénat est particulièrement souligné. Alors que cette procédure était extrêmement rare auparavant, elle est devenue de plus en plus courante depuis les années 1970, jusqu'à devenir quasi systématique dans les années 2000.

Au fil de la démonstration, des éléments de réponse sont apportés à cette énigme posée dès l'introduction : pourquoi les électeurs ont-ils continué à voter pour des partis – et en particulier le parti républicain – qui représentent une portion si infime de la population ? La principale explication développée par les auteurs est l'ignorance de la majorité des Américains de la réalité des inégalités et des effets concrets des politiques qui sont souvent cachés⁵. Les enquêtes sur lesquelles ils s'appuient montrent que cette mauvaise représentation de la réalité des inégalités

est plus forte chez les Américains qu'ailleurs. Cette ignorance est non seulement le fait de la complexité et du caractère souterrain de certains dispositifs des politiques publiques ; elle est aussi renforcée par le déclin des organisations « *grass-roots* » qui assuraient un relais d'information auprès de la « *middle class* » ainsi que la réduction dans les médias de la part consacrée à l'information. Certaines stratégies politiques sont aussi mises en avant comme la capacité du parti républicain à réduire le débat sur la fiscalité à l'alternative « plus ou moins d'impôt ? » et ce alors que les enquêtes montrent que la popularité des politiques de baisse d'impôt aurait été beaucoup moins bonne s'il avait été expliqué que ces baisses s'accompagneraient de baisses des prestations sociales. Une autre hypothèse que l'on pourrait tirer de leur argumentation est la force organisationnelle des partis, qui exercent une influence en tant qu'organisations, au-delà du contenu des politiques proposées.

En conclusion, la principale recommandation des auteurs pour mettre fin à la politique du « *winner-take-all* » est le renforcement des syndicats.

La démonstration s'appuie sur trois prises de position particulièrement mises en avant par les auteurs. La première est la dépendance de l'économie par rapport au politique, et non l'inverse. La seconde est l'importance des organisations dans le processus politique. Les auteurs revalorisent en particulier le rôle des syndicats et des partis politiques, quelque peu laissés de côté par la science politique depuis

4. Polarisation que Hacker et Pierson qualifient d'asymétrique dans leur précédent ouvrage. Cf. J. Hacker, P. Pierson (2005), *op. cit.*

5. Cet argument était déjà présent dans *The Divided Welfare State*, où J. Hacker montrait que le caractère régressif des subventions fédérales aux assurances de santé n'était accepté par les Américains que parce qu'il n'était pas connu. Cf. J. Hacker (2002), *The Divided Welfare State : The Battle over Public and Private Social Benefits in the United States*, Cambridge, Cambridge University Press.

quelques années. La troisième est la primauté de l'offre sur la demande politique que montrent les décalages entre les enquêtes d'opinion publique et les programmes mis en œuvre par les partis et les hommes politiques.

Éléments de discussion

Si l'un des intérêts de ce livre est de s'adresser à un public élargi, certaines de ses limites sur le plan scientifique tiennent sans doute à ce même fait. En effet, si l'originalité revendiquée du propos est sans doute justifiée du point de vue du grand public, elle l'est moins du point de vue académique. *Winner-Take-All Politics* est en effet avant tout une synthèse très bien menée et convaincante de travaux existants, à qui J. Hacker et P. Pierson ne rendent à notre sens pas suffisamment crédit. L'opposition aux interprétations dominantes – en particulier à l'économie néo-classique et à la science politique behavioriste – les rend peu scrupuleux à l'égard des « marginaux », à qui ils doivent notamment l'expression même de « *winner-take-all politics*⁶ ». La dénonciation même de l'augmentation des inégalités comme danger pour la démocratie américaine ainsi que de la responsabilité des hommes politiques est une thèse développée dans de nombreux ouvrages ces dernières années⁷.

Ainsi, à lire les deux auteurs, les groupes d'intérêt ou les rapports entre économie et politique n'auraient jamais été traités par la littérature américaine. Aucune référence n'est faite par exemple à tout un courant de la sociologie des élites qui, dans la lignée de Charles W. Mills, montre, à partir d'analyses de réseaux, les liens entre élites économiques et politiques⁸. Robert A. Dahl et Charles E. Lindblom eux-mêmes avaient dès les années 1970 apporté des corrections à la thèse pluraliste, montrant le déséquilibre croissant entre les groupes d'intérêt économiques et les groupes d'intérêt dit « civiques⁹ ». Les nombreux travaux de politiques publiques sur les groupes d'intérêt sont également pour la plupart ignorés. Par exemple, dans le cas des politiques de santé, le pouvoir des groupes d'intérêt est une des explications dominantes à la difficulté à réformer le système de protection maladie¹⁰.

En dehors de cette question, plusieurs points appellent à discussion ou à approfondissement. Tout d'abord, concernant leur usage de l'idée d'un exceptionnalisme américain. Les comparaisons internationales sont très présentes dans l'ouvrage et sont toujours utilisées comme argument à l'origine interne et politique des contraintes : « Puisque l'économie mondialisée n'a pas les mêmes effets partout, elle ne peut être responsable des effets qui lui sont généralement attribués. » Si cet

6. S. Hill (2002), *Fixing Elections: The Failure of America's Winner Take All Politics*, New York (N.Y.), Routledge.

7. Voir par exemple : W. Streeck and K. Thelen (eds.) (2005), *Beyond Continuity: Institutional Change in Advanced Political Economies*, Oxford, Oxford University Press ; L. Bartels (2008), *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age*, Princeton (N.J.), Princeton University Press.

8. Voir par exemple : C. Wright Mills (1956), *The Power Elite*, New York (N.Y.), Oxford University Press ; G. W. Domhoff (1967), *Who Rules America?*, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice Hall ; F. F. Piven, R. Cloward (1982), *The New Class War*, New York (N.Y.), Pantheon ; *The Breaking of the American Social Compact* (1997), New York (N.Y.), New Press.

9. R. A. Dahl, C. E. Lindblom (1976), *Politics, Economics, and Welfare: Planning and Politico-Economic Systems Resolved into Basic Social Processes*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press ; C. E. Lindblom (1977), *Politics and Markets*, New York (N.Y.), Basic Books.

10. J. S. Quadagno (2005), *One Nation: Why the US Has No National Health Insurance*, Oxford, Oxford University Press.

argument est intéressant, il ne donne jamais lieu à une véritable investigation comparatiste et semble parfois surexploité. Comme le rappelle Jonas Pontusson dans sa recension de l'ouvrage, bien des phénomènes, comme l'augmentation des très hauts revenus, sont communs à l'ensemble des pays de l'OCDE, parfois à des niveaux très similaires. La baisse de l'imposition des revenus depuis 1985 a même été plus importante dans l'immense majorité des pays de l'OCDE¹¹. Ainsi, la mise à l'écart radicale de la contrainte économique exogène – ou d'une contrainte cognitive – par l'argument de la comparaison internationale semble quelque peu rapide et invite à une analyse plus fouillée de la dynamique spécifique à l'« économie de marché libérale » et à ses effets politiques. De même, si, comme le suggèrent les auteurs, le déclin du syndicalisme a avant tout résulté des pressions du patronat qui auraient empêché l'adoption de réformes permettant l'adaptation des syndicats aux évolutions de la société, ceci mériterait une plus ample justification.

D'autre part, la réponse à la question centrale, à savoir pourquoi les Américains ont continué à voter pour le parti républicain, nous semble loin d'être résolue, et ce d'autant plus si les Américains sont, comme les auteurs l'avancent, plus *egalitarian* qu'*inegalitarian*. L'ignorance des Américains peut-elle être réellement le seul facteur ? Si le financement des partis est à ce point décisif, a-t-on des éléments sur les effets de l'argent dépensé pendant les campagnes sur

l'opinion publique ? L'évolution du champ médiatique caractérisé par une concurrence accrue qui nuirait à l'information ou le déclin de la socialisation associative sont des facteurs évoqués mais qui restent à l'état de pistes de recherche qu'il conviendrait d'approfondir pour questionner davantage le rapport entre offre et demande politique.

Cette question se pose d'autant plus que les idées et l'idéologie sont une variable totalement ignorée. Contrairement à une importante littérature sur le sujet¹², les sous-bassements intellectuels de la révolution conservatrice ne sont jamais évoqués. Le rôle des *think tanks* n'est mentionné qu'une seule fois et au titre d'organisations relais des groupes d'intérêt. Le terme de « néolibéralisme » n'est même jamais mentionné. Ce choix radical des auteurs, qui semblent indiquer par là qu'il n'y a pas de batailles d'idées mais seulement des batailles d'intérêts, est intéressant mais il aurait gagné à être davantage explicité et justifié. Comment comprendre alors le mouvement évangéliste, que les auteurs présentent comme un soutien populaire primordial pour le parti républicain ? Comment comprendre également la position et le rôle de la Cour Suprême qui, en 2010, a autorisé des contributions illimitées aux partis et candidats de la part des entreprises¹³ ? S'agit-il là encore de l'influence des groupes d'intérêt, via des juges de plus en plus partisans ? Ceci est une hypothèse intéressante mais à laquelle il faudrait apporter davantage d'éléments de preuve.

11. J. Pontusson (2011), Contribution à « Class Politics, American-Style. A Discussion of Winner-Take All Politics », *Perspectives on Politics*, 9 (3), p. 654-658.

12. Voir par exemple : K. R. McNamara (1998), *The Currency of Ideas: Monetary Politics in the European Union*, Ithaca (N.Y.) Cornell University Press ; Y. Dezalay, B. G. Garth (1998), « Le "Washington consensus" : contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121-122 (3), p. 3-22 ; B. Jobert (1994), *Le Tournant néo-libéral en Europe : idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan.

13. Arrêt « Citizens United v. Federal Election Commission », 21 janvier 2010. Dans son arrêt, la Cour considère l'argent comme un medium parmi d'autres participant à la liberté d'expression et ne remettant pas en cause l'égalité des citoyens devant leur droit à s'exprimer.

Cela voudrait-il dire que le racisme par exemple n'a aucun rapport avec les inégalités ?

Cette dernière remarque est, aux États-Unis, une critique fréquemment faite au livre. Si ce reproche peut paraître à première vue peu pertinent compte tenu de la question de recherche de l'ouvrage, il pointe du doigt à notre sens deux faiblesses. Tout d'abord l'utilisation massive de la notion de *middle class* qui à aucun moment n'est définie. Or, peut-on aussi facilement ramener sur le même plan les inégalités subies par le premier et le cinquième déciles, par les jeunes hautement qualifiés et les jeunes non qualifiés, et ce alors même que la progressivité des inégalités selon les revenus est montrée dès les premières pages du livre ? Ainsi comme le suggère Jonas Pontusson¹⁴, ne peut-on pas faire l'hypothèse qu'au sein même de la *middle class* certains ont tiré avantage du déclin relatif des salaires de plus pauvres qu'eux, ce qui pourrait laisser penser que la politique du *winner-take-all* a pu bénéficier d'un soutien social plus fort que ne le suggèrent J. Hacker et P. Pierson. Cela rejoint le deuxième point de faiblesse : en se focalisant uniquement sur l'offre politique et jamais sur la demande, *Winner-Take-All Politics* fait le portrait d'une société américaine à 99 % généreuse, bien intentionnée et jamais égoïste ou raciste. Or, toute une littérature a montré le poids du racisme des États du Sud, en particulier dans la mise en place des politiques sociales, limitées ou ciblées de manière à restreindre la

redistribution des populations blanches vers les populations noires¹⁵.

Le néo-institutionnalisme à la croisée des chemins ?

Le néo-institutionnalisme historique s'était construit au début des années 1980 en réaction notamment à des interprétations faisant des groupes d'intérêt l'*alpha* et l'*omega* des politiques, saisies toujours dans des logiques de court terme. De fait, la place prépondérante donnée par J. Hacker et P. Pierson aux groupes d'intérêt questionne : ces deux auteurs considéreraient-ils que le néo-institutionnalisme est à bout de souffle et a besoin de renouvellement ? Ou est-ce une simple question d'objet de recherche ?

Avant de répondre à ces questions, il convient de mettre en perspective ce livre par rapport aux ouvrages précédents de J. Hacker et P. Pierson et en particulier de réévaluer la place qu'y tenaient les groupes d'intérêt : s'agit-il véritablement d'une rupture ? Y a-t-il des éléments de continuité ? Considérons les deux ouvrages majeurs des auteurs, *The Dismantling Welfare State* et *The Divided Welfare State*¹⁶. Dans ces deux livres, les groupes d'intérêt sont intégrés au contexte institutionnel global qui, lui, constitue en dernier ressort la variable explicative à la résistance au changement. *The Divided Welfare State* en particulier montre l'institutionnalisation des intérêts acquis au fil du temps – professions médicales, assurances privées, industries

14. J. Pontusson (2011), *op. cit.*

15. Voir par exemple : J. Quadagno (1994), *The Color of Welfare: How Racism Undermined the War on the Poverty*, Oxford (N.Y.), Oxford University Press ; M. K. Brown *et al.* (2003), *White-Washing Race: The Myth of a Colour-Blind Society*, Berkeley (Calif.), University of California Press ; I. Katznelson (2005), *When Affirmative Action was White: An Untold History of Racial Inequality in Twentieth-Century America*, New York (N.Y.), W. W. Norton ; J. Kimble (2007), « Insuring Inequality: The Role of the Federal Housing Authority in the Urban Ghettoization of African Americans », *Law and Social Inquiry*, 32 (2), p. 399-434.

16. P. Pierson (1994), *Dismantling the Welfare State? Reagan, Thatcher and the Politics of Retrenchment*, Cambridge, Cambridge University Press ; J. Hacker (2002), *op. cit.*

médicales et pharmaceutiques, etc. – et leur capacité de blocage. Mais celle-ci est présentée comme un phénomène « normal » ou en tout cas attendu. Les groupes d'intérêt ne sont donc pas absents de l'ouvrage classique de J. Hacker mais ils sont intégrés dans un schème de compréhension plus large.

Cela tient en partie à l'objet de recherche. *Winner-Take-All Politics* entend expliquer le changement et non la résistance au changement, comme c'était le cas dans les deux ouvrages cités. De fait, il ne s'intéresse pas prioritairement aux effets de résistance des institutions mais aux facteurs de déstabilisation des institutions. Cependant, la question du changement n'est pas nouvelle parmi les néo-institutionnalistes historiques et elle avait été traitée jusque-là davantage en continuité avec la question de la résistance institutionnelle. *Beyond Continuity: Institutional Change in Advanced Political Economies* montrait que le changement était possible par des stratégies de contournements des institutions¹⁷. C'est d'ailleurs dans ce livre que Jacob Hacker développait la notion de « dérive » (*policy drift*)¹⁸. Cette notion est réutilisée dans *Winner-Take-All Politics* mais dans un sens légèrement différent. Étant utilisée par les démocrates bien plus que par les républicains, la « dérive » résulte d'un choix politique possible mais pas nécessairement imposé par les contraintes institutionnelles. Dans le même ordre d'idée, la dimension institutionnelle des politiques publiques et leurs effets de *feedback*¹⁹, bien que présente,

est elle aussi beaucoup moins développée. *Winner-Take-All Politics* présente donc un renversement de l'ordre des variables puisque les institutions deviennent des variables de second ordre et les groupes d'intérêt de premier ordre.

Cependant, nombre des principes fondamentaux sur lesquels s'était construit le néo-institutionnalisme historique sont réaffirmés : l'analyse historique sur le long ou moyen terme, le rejet des interprétations surplombantes basées sur l'histoire des idées ou de la « culture » américaine, et l'impératif d'une analyse des politiques publiques pour observer l'action réelle de l'État.

Ce livre peut donc être lu comme une invitation à une inflexion du néo-institutionnalisme qui redonnerait ses lettres de noblesse à l'analyse des groupes d'intérêt, mais enrichie du passage par les politiques publiques et la prise en compte du long terme et des effets d'institution. Ceci sonne aussi peut-être comme un retour à une science politique plus engagée politiquement.

Vers le retour d'une science politique américaine politiquement engagée « à gauche » ?

Alors que la fonction d'« utilité sociale » avait historiquement été au cœur du développement des sciences sociales aux États-Unis, le courant behavioriste, qui domine la science politique à partir de la fin des années 1950, rompt avec cette tradition, promouvant au contraire, selon la formule de Robert K. Merton, l'idée d'une « science

17. W. Streeck, K. Thelen (eds) (2005), *Beyond Continuity: Institutional Change in Advanced Political Economies*, Oxford, Oxford University Press.

18. J. Hacker (2005), « Policy Drift: The Hidden Politics of U.S. Welfare State Retrenchment », in W. Streeck, K. Thelen (eds), *op. cit.*

19. P. Pierson (1993), « When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change, *World Politics*, 45 (4), p. 595-628.

autonome »²⁰. La neutralité alors revendiquée a souvent été dénoncée comme illusoire, la théorie du choix rationnel favorisant en réalité le discours anti-étatiste de la droite néolibérale en habilitant la thèse de « l'ingouvernabilité ». *Winner-Take-All Politics* serait-il le signe de l'entrée de la science politique américaine dans une nouvelle ère ? Celle-ci, annoncée depuis près de vingt ans par certains politistes américains mais tardant à advenir, serait celle du « post-behaviorisme », marquée par la perte de confiance dans le positivisme scientifique, par le retour à des méthodologies plus qualitatives et à des ambitions prescriptives²¹.

De fait, non seulement les auteurs de *Winner-Take-All Politics* donnent des recommandations mais ils ont stratégiquement pensé leur livre de manière à toucher leurs concitoyens et à peser dans le débat public. Outre le ton vivant et accessible, le choix d'un éditeur non-universitaire, ou le format poche, la sortie du livre a été accompagnée d'une campagne de publicisation importante visant à créer un « buzz » médiatique. De fait, alors que *The Dismantling Welfare State*²² n'est cité que deux fois dans des journaux non académiques et *The Divided Welfare State*²³ sept fois, *Winner-Takes-All Politics* est cité 109 fois²⁴, dans des journaux classiques mais aussi des journaux plus marginaux, parfois

numériques et généralement très engagés à gauche. Sur Internet, l'expression « *Winner-Take-All Politics* » dirige vers des interviews de Hacker et Pierson, notamment sur *You Tube*.

Chez J. Hacker en particulier, on peut repérer depuis quelques années une ambition de plus en plus nette d'avoir un impact sur le débat public. Lors du débat sur la réforme du système de protection maladie entre 2007 et 2010, il a passé beaucoup de temps à Washington pour promouvoir la création d'une nouvelle assurance publique (*public option*), dont il est généralement considéré comme l'architecte. Depuis le vote de la loi, il est vice-président de la *National Academy for Social Insurance*, une organisation basée à Washington dont le but est de défendre les principes de l'assurance sociale. Nommé directeur en juillet 2011 de l'*Institution for Social and Policy Studies*, un centre de recherche de Yale, il déclare : « Un de mes objectifs est de construire des liens entre ISPS et des acteurs non académiques à Washington, travaillant pour des *think tanks* ou l'administration et intéressés pour discuter avec des universitaires sur des problèmes concrets du monde réel²⁵ ». L'ensemble de ses publications récentes témoigne de cet engagement²⁶. Une des motivations principales de cet engagement est la volonté de

20. R. Huret (2008), *La Fin de la pauvreté. Les experts sociaux en guerre contre la pauvreté aux États-Unis (1945-1974)*, Paris, École de hautes études en sciences sociales ; P.-A. Frogner (2002), « Une vue européenne sur la science politique française », *Revue française de science politique*, 52 (5), p. 641-648 ; V. Spenehauer (1999), « Intelligence gouvernementale et sciences sociales », *Politix*, 12 (48), p. 95-128 ; P. Desmarez, *La Sociologie industrielle aux États-Unis*, Paris, A. Colin, 1986.

21. D. Easton (1991), « The Division Integration and Transfer of Knowledge » in D. Easton, C. S. Schelling, *Divided Knowledge across Disciplines across Cultures*, Londres, Sage.

22. P. Pierson (1994), *op. cit.*

23. J. Hacker (2002), *op. cit.*

24. Recherche faite sur Factiva, avec les titres et noms d'auteur pour mots-clés et la sélection « all sources ».

25. 18 juillet 2011, M2 Presswire, MTPW.

26. J. Soss, J. S. Hacker, S. Mettler (2007), *Remaking America: Democracy and Public Policy in an Age of Inequality*, New York (N.Y.), Russell Sage Foundation ; J. S. Hacker (2008), *The Great Risk Shift: The New Economic Insecurity and the Decline of the American Dream*, Oxford, Oxford University Press ; J. S. Hacker (2008), *Health at Risk: America's Ailing Health System-And How to Heal It*, New York (N.Y.), Columbia University Press ; J. S. Hacker, A. O'Leary (2012), *Shared Responsibility, Shared Risk: Government, Markets and Social Policy in the Twenty-First Century*, Oxford, Oxford University Press.

« concurrencer les économistes qui ont acquis un quasi monopole à Washington D.C. et qui imposent leur vision du monde²⁷ ».

La question est de savoir si Jacob Hacker et Paul Pierson constituent un cas isolé dans la science politique américaine. Ce n'est sans doute pas le cas si l'on considère par exemple la carrière de Theda Skocpol dans la dernière décennie. Dans son discours d'introduction à la présidence de l'Association américaine de science politique en 2002, elle s'inquiète du devenir de la démocratie américaine, du fait en particulier d'un délitement du réseau d'associations représentant les classes moyennes et populaires, interprétation qui n'est pas sans rappeler la thèse de J. Hacker et P. Pierson²⁸. À la fin de son discours, elle adresse à la communauté de politologues un appel à l'engagement sans équivoque :

« En tant que spécialistes, il nous faut reconnaître les limites à l'excès de technicisation. Nous pouvons et nous devons rechercher des manières d'associer le meilleur de la tradition civique américaine aux apports de l'expertise qui s'est développée récemment. Dans notre vie quotidienne, en tant que citoyens, soyons attentifs à ce que nous pouvons personnellement faire en nous joignant à nos concitoyens venus de tous horizons et en imaginant de nouveaux modes d'engagement populaire qui tiennent leur promesse de revitalisation de la démocratie citoyenne²⁹ ».

Au cours de son mandat, T. Skocpol a mis en place un groupe de travail, *The Task Force*

on *Inequality and American Democracy*, auquel J. Hacker a participé. Ainsi le tournant des années 2000, avec notamment l'élection de G. W. Bush, semble avoir marqué un changement d'attitude parmi nombre de chercheurs s'inscrivant de près ou de loin dans les courants de recherche que représente T. Skocpol – l'*American Political Development*, le néo-institutionnalisme historique et l'analyse de l'État à partir des politiques publiques. Pour ces chercheurs de gauche (*liberals*), la réserve requise au titre de la neutralité axiologique avait été dans les années 1980 un gage important de reconnaissance académique, notamment pour se différencier de la science politique néo-marxiste très déconsidérée. Le changement d'attitude remarqué depuis quelques années serait-il uniquement le fait de l'accession à la notoriété qui permettrait à certains éminents professeurs des écarts non permis à d'autres ? Si ce facteur joue, ce n'est à notre sens pas la seule explication. Face à l'extrémisation du parti républicain, les années Bush, et plus largement la sortie d'une décennie où avait dominé la « fin des idéologies », l'engagement et la radicalité de gauche semblent mieux acceptés dans le milieu universitaire et intellectuel. De même le sentiment croissant d'un dysfonctionnement des institutions politiques américaines et la lecture d'une situation de crise, non plus seulement économique mais aussi politique, redonne du crédit dans le débat public à la voix des chercheurs en sciences sociales, et en science politique en particulier, après plusieurs décennies de monopole des économistes.

Ulrike Lepont

CEPEL, Université Montpellier 1
ulrike.lepont@gmail.com

27. Entretien de l'auteur avec Jacob Hacker, 9 novembre 2011.

28. T. Skocpol et P. Pierson ont d'ailleurs publié un ouvrage collectif sur les transformations de la démocratie américaine et la radicalisation du parti républicain, cf. P. Pierson, T. Skocpol (2007), *The Transformation of American Politics: Activist Government and the Rise of Conservatism*, Princeton (N.J.), Princeton University Press.

29. T. Skocpol (2004), « Voice and Inequality: The Transformation of American Civic Democracy », APSA presidential address, *PS: Perspectives on Politics*, 2 (1), p. 1-18.